

Soldats de la Minusca en RCA : l'ONU met la pression sur Libreville et Bujumbura

RFI, 08-12-2016 Le Burundi et le Gabon promettent de faire la lumière sur les soupçons de crimes sexuels qui auraient été commis par leurs soldats en Centrafrique. L'ONU a dévoilé un rapport dans lequel 16 militaires gabonais et 25 Burundais sont accusés d'agressions sexuelles, parfois contre des mineurs. Les faits datent de 2014-2015, dans la préfecture de Kemo. Les Nations unies ont recensé 140 victimes et elles ont demandé aux deux gouvernements de prendre des sanctions pénales.

L'ONU a donné six mois à Libreville et Bujumbura pour rendre compte des mesures prises suite à ce rapport accablant. Les deux gouvernements mettent en avant leur bonne volonté. Le porte-parole adjoint du ministère burundais de la Défense explique qu'une commission a été créée pour mener des investigations complémentaires. Ce que les Nations unies avaient d'ailleurs demandé. Le major Côme Ndayiragije affirme qu'il n'y aura aucune impunité si les faits sont avérés. « La justice est là si les enquêtes trouvent qu'il y a des déficiences de ces investigations. La justice doit sanctionner. Pour un militaire qui est déployé dans la mission de maintien de la paix, il y a un code de conduite qu'il doit suivre, c'est pourquoi le gouvernement prend cela au sérieux. C'est grave, cela ternit l'image du pays et l'image de la mission. » Côté gabonais, le ministre de la Défense Etienne Massard explique que les autorités suivent ce dossier et que si des mesures disciplinaires doivent être prises, elles le seront. Le porte-parole du gouvernement précise que le Gabon n'encourage pas ces pratiques et que les militaires engagés ont un devoir d'exemplarité. Selon le ministre gabonais de la Communication et porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie Bi Nzé, des sanctions sont prévues si les enquêtes démontrent que des crimes ont été commis. Il y aura un principe de fermeté, dit-il. Depuis les faits, les 41 casques bleus accusés dans le rapport ont tous quitté la Centrafrique. L'ONU a fourni leurs identités aux deux pays concernés.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});